



polaris

Fonctionnaires : 12,1% de grévistes au ministère du Budget
(20 % à l'ex-DGI)

PARIS, 26 mai 2009 (AFP) - Quelque 12,1% de fonctionnaires étaient en grève mardi à la mi-journée au ministère du Budget, le seul partiellement concerné par un appel à la grève dans le cadre de la journée interprofessionnelle d'actions syndicales, selon les chiffres du gouvernement.

"Selon les estimations disponibles à la mi-journée, encore partielles, le taux global de participation au mouvement de grève" était de "2,4% à l'échelle des trois fonctions publiques" (Etat, territoriale, hospitalière), a précisé le ministère dans un communiqué.

Les huit organisations syndicales de la Fonction publique n'avaient pas appelé à la grève pour la journée d'action de mardi, mais certaines fédérations avaient cependant déposé des préavis pour permettre aux agents qui le souhaitaient de quitter leur poste.

Le 19 mars, date de la dernière journée d'action où un appel national à la grève avait été lancé par les syndicats, le taux de grévistes était de 21,1%, pour l'ensemble de la Fonction publique.

Mardi, seul un appel à la grève a été lancé au niveau national pour les 125.000 agents de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP, comprenant agents des impôts et agents du Trésor), par l'union des syndicats Snui/Sud et la CGT Impôts.

Dans le ministère du Budget, qui comprend la DGFIP, le taux de grévistes était à la mi-journée de 12,1%, a précisé le ministère. Le 19 mars, il était de 43,9%.

Pour le Snui, le taux de grévistes parmi les 80.000 agents des Impôts était de 20% à la mi-journée. Des centres des impôts étaient fermés dans plusieurs villes, comme à Vittel, Neufchâteau (Vosges), Forbach, Thionville et Hayange (Moselle), Joiny (Yonne) et Nogent-le-Retrou (Eure-et-Loir), a expliqué Vincent Drezet (Snui).

Les syndicats dénoncent notamment la fusion "à marche forcée" des services des Impôts et des Comptes publics, qui selon eux "va conduire à 7.000 suppressions d'emplois en trois ans", et aura des "conséquences sur les conditions de travail et le service public".

"Ce n'est pas une journée forte de mobilisation", a jugé Eric Woerth, le ministre du Budget et de la Fonction publique, mardi sur BFM.

Dans la Fonction publique d'Etat, le taux de grévistes était mardi à la mi-journée de 2,88% (2,3% dans l'Education nationale, et 1% au ministère de l'Ecologie). Il était de 25,9% le 19 mars.

Le taux était également de 2,4% dans la Fonction publique territoriale (15,1% en mars), et de 1,1% dans la Fonction publique hospitalière (18,4% en mars).